SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2022

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué le huit décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en Mairie le treize décembre deux mille vingt-deux, à vingt heures, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Daniel MICHAUD, Maire.

Madame Nadine BAUDET a été nommée secrétaire de séance.

Présents : MICHAUD Daniel, BAUDET Nadine, CHETAILLE Maryse, DESCOMBES Gérard, DUCROT Séverine, LAGNEAU Jeannine, SAINT DIDIER Richard, RAVE Guy, VAILLANT Cédric, BINE Marylou, DARSON Barbara, LAFOND Florence, FRANCHET Christophe.

Membre(s) excusé(s) : CONDEMINE Loïc, BURNICHON Jean-Pierre.

Ordre du jour :

- Déclaration(s) d'intention d'aliéner
- Modification du Régime Indemnitaire
- Création d'un poste de rédacteur territorial
- Décision Modificative n°2
- Admission en non-valeur
- Collège du Val d'Ardières : demande de subvention pour les voyages scolaires
- Signature de la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la Caf du Rhône
- Convention de mutualisation avec la CCSB
- Informations et questions diverses

PROCÈS-VERBAL

DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER

La commune n'exerce pas son droit de préemption sur la parcelle suivante ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner :

- Parcelle AI 447, sans bâti, vendue 130 000 €

MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE

Vu le code général de la fonction publique et, notamment, les articles L.712-1, L.714-1, L.714-4 à -6 et L.714-8,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 fixant les primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP,

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application au corps des adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret du 20 mai 2014,

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE).

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants:

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception** : responsabilité de projet, influence du poste sur les résultats, capacité à encadrer, motiver autrui etc.
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel** : technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions; connaissances, complexité, niveau de technicité exigé pour occuper le poste, autonomie, initiative, diversité des tâches, des dossiers ou des projets, simultanéité des tâches, des dossiers ou des projets, responsabilité financière, tension mentale, nerveuse, confidentialité,
- **L'expérience professionnelle acquise par l'agent** : connaissance de l'environnement de travail, capacité à exploiter l'expérience acquise, montée en compétence (savoirs techniques...) etc.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel, au prorata du temps de travail

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- Tous les 2 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

La revalorisation éventuelle du montant de l'IFSE au vu de l'expérience, du changement de grade ou de fonctions sera décidée par l'autorité territoriale par arrêté.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

-Connaissance de l'environnement territorial

-Capacité à exploiter l'expérience acquise, montée en compétences (savoirs techniques, formations etc)

-Disponibilité, savoir-faire général

Article 4: détermination des cadres d'emplois, des groupes et des montants maximaux

			Plafonds annuels	Plafonds annuels
GROUPES	Emplois ou fonctions exercées		IFSE	CIA
	Cadre d'emplois des attachés	(A)		
Groupe 1	Secrétaire de mairie		36 210€	6 390€
	Cadre d'emplois des rédacteurs	(B)		
Groupe 1	Secrétaire de mairie		17 480€	2 380€
	Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C)			
Groupe 1	Poste d'instruction avec expertise		11 340€	1 260€
Groupe 2	Fonctions d'accueil, agent d'exécution		10 800€	1 200€
	Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C)			
Groupe 1	Poste avec technicité et expertise		11 340€	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution		10 800€	1 200€
	Cadre d'emplois des adjoints techniques (C)			
Groupe 1	Poste avec technicité et expertise		11 340€	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution		10 800€	1 200€
	Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles(C)			
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes		11 340€	1 260€
Groupe 2	Agent d'exécution		10 800€	1 200€

MODULATION DU REGIME INDEMNITAIRE DU FAIT DES ABSENCES

En cas de congé :

Maladie ordinaire :

-L'IFSE est diminuée de 1/30ème par jour d'absence à partir du 7 ème jour consécutif d'absence

- Pas d'impact systématique sur le versement du CIA.

Maladie professionnelle ou accident de service :

- Maintien de L'IFSE

- Pas d'impact systématique sur le versement du CIA.

Longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie

- suspension de L'IFSE

- suspension du CIA.

Maternité ou pour adoption, et de congé paternité :

-Maintien de l'IFSE.

CREATION D'UN POSTE DE REDACTEUR TERRITORIAL

Monsieur le Maire indique qu'un secrétaire de mairie contractuel a été recruté sur le grade de rédacteur territorial. L'agent actuellement titulaire du poste quittant la collectivité en début d'année 2023, il convient de créer un second poste de rédacteur territorial.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de créer les emplois à temps complet ou non complet nécessaires au fonctionnement des services, d'en déterminer le temps de travail et de préciser le ou les grades des fonctionnaires susceptibles d'occuper ces emplois.

L'autorité territoriale propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent de secrétaire de mairie ouvert à tous les grades du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Cet emploi est créé à temps complet à compter du 13 décembre 2022.

L'assemblée délibérante, après en avoir délibéré,

-DECIDE :

-de créer un emploi de rédacteur territorial dans les conditions exposées ci-dessus

-d'adopter la modification du tableau des effectifs ainsi proposée.

-PRECISE que cet emploi pourra être occupé par un titulaire ou un non-titulaire.

-INDIQUE que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent sont et seront inscrits aux budgets primitif et suivants.

2018	Bordereau 63 / Mandat 171	Loyer novembre et décembre (La Vigne et les Vins)	1 004,52 €
2019	Bordereau 6 / Mandat 19	Loyer janvier et février (La Vigne et les Vins)	1 004,52 €
			Total : 5 524,86 €

PRECISENT que les sommes nécessaires sont prévues au chapitre 65, article 6541.

COLLÈGE DU VAL D'ARDIÈRES : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES VOYAGES SCOLAIRES

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier du collège du Val d'Ardières à Beaujeu qui sollicite une aide pour le financement de deux voyages en 2023 pour ses élèves de 4^{ème} et de 3^{ème}. Au total, 19 quinciatons participent à l'un de ces deux voyages.

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Quincié participe habituellement à hauteur de 30 € par élève.

Les élus, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres présents :

-DECIDENT d'apporter leur contribution financière à hauteur de 30 € par élève, soit un total de 570 € (pour 19 élèves)

-INDIQUENT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2023.

SIGNATURE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) AVEC LA CAF DU RHÔNE

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de Convention de Territoire Globale de services aux familles proposée par la CAF du Rhône.

Cette convention de partenariat de cinq ans sera signée à l'échelle de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais et elle a pour objectif d'élaborer un projet social de territoire partagé.

Cette convention de partenariat traduit les orientations stratégiques définies par la collectivité et la CAF en matière de services aux familles. La Convention Territoriale Globale couvre, des domaines d'interventions variés : enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap. Cet engagement vise, par ailleurs, à mettre en place une démarche de diagnostic partagé et à favoriser l'émergence d'une démarche projet à l'échelle intercommunale.

Monsieur le Maire précise que la Communauté de Communes Saône-Beaujolais n'a pas la compétence jeunesse. Cette compétence jeunesse est une compétence communale. Le soutien par la CAF du Rhône des projets « jeunesse » en cours ou à venir au sein de la commune impose la signature de cette convention.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de signer la Convention Territoriale Globale avec la CAF.

Les élus, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres présents :

AUTORISENT le Maire ou son délégataire à signer la Convention Territoriale Globale de service aux familles et les éventuels avenants correspondants.

CONVENTION DE MUTUALISATION AVEC LA CCSB

A l'occasion du transfert de la piscine de la commune à la Communauté de communes, une première convention de mutualisation des services a été passée entre la Commune de Belleville et la CCSB en 2007.

Sur la base des principes de cette convention, depuis le 1er janvier 2009, l'ensemble des services de la Communauté de communes et de la Commune ont été organisés de façon mutualisée.

En référence à l'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'EPCI établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'EPCI et ceux des communes membres.

Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Ce projet a été adopté par délibération du Conseil communautaire en date du 3 février 2022.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

*Subventions allouées au projet de rénovation des cours d'école : Monsieur le Maire indique que le projet a bénéficié d'une subvention de la part de l'Agence de l'Eau, d'un montant de 38 962 €.

*Projet de création d'un local associatif : M. le Maire rappelle qu'actuellement le montant des subventions s'élève à 57 145€, pour un estimatif des coûts d'environ 140 000€.

*Présentation du projet de médiathèque : Nadine BAUDET et Christophe FRANCHET présentent les esquisses de l'architecte retenu. Le bâtiment devrait voir le jour au cours de l'année 2025.

*Finances : Guy RAVE rappelle que les finances communales sont saines et qu'elles permettront à la commune de mener à bien différents projets d'investissement.

*Eclairage public : Monsieur le Maire indique que compte tenu de l'augmentation du coût de l'énergie, l'éclairage public sera interrompu de 22 heures à 6 heures, à l'exception du hameau de St-Vincent, où celui-ci sera interrompu à 21 heures. L'éclairage sera interrompu à minuit le samedi, au niveau de la salle polyvalente. En revanche, le rond-point des Samsons reste normalement éclairé.

*Monsieur le Maire indique qu'une entreprise sera missionnée afin de nettoyer les chéneaux de l'église.

*Monsieur le Maire indique qu'il a reçu l'association « Vigne Et partages O Jonnerys », dont l'objectif est de sauvegarder le patrimoine paysager, par la reprise de parcelles en friche.

*Florence LAFOND demande pour quelle raison le panneau d'entrée en zone montagne ne se situe pas à Quincié. M. le Maire répond qu'il ne s'agit pas d'une compétence communale.

*Christophe FRANCHET rappelle que le repas des aînés a été annulé et que les colis des aînés seront distribués entre Noël et le 31 décembre. Par ailleurs, la commission festivité a récemment effectué un inventaire du matériel et il a été constaté qu'il y avait peu de manque. La commission travaille également à la rédaction d'un nouveau règlement de prêt de matériel.

*Vœux du Maire : Monsieur le Maire signale que la cérémonie des vœux du Maire se tiendra le samedi 21 janvier 2023 à 11 heures, à la salle polyvalente.

*Fleurissement : Maryse CHETAILLE annonce que la commune a conservé sa fleur.

*Espace Naturel Sensible : Richard SAINT-DIDIER indique que le budget pour l'entretien de l'espace est en cours d'élaboration. En termes de gouvernance, le représentant du propriétaire du château de la Chaize intègre le comité de pilotage.

FIN DE SEANCE

*La secrétaire de séance,
Nadine BAUDET*

*Le Maire,
Daniel MICHAUD*